
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT *

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} JUILLET – 30 SEPTEMBRE 2022)

145

ARABIE SAOUDITE

27 septembre 2022. **Prince héritier. Premier ministre.** Dans un cabinet remanié, le prince héritier Mohammed ben Salman, 37 ans, devient Premier ministre, fonction exercée depuis le 23 janvier 2015 par le roi Salman ben Abdelaziz, 86 ans, qui connaît de graves problèmes de santé ; son frère Khaled, 44 ans, lui succède comme ministre de la Défense. Il consolide ainsi son pouvoir, dirigeant *de facto* le royaume.

BIRMANIE

23 juillet, 15 août et 2 septembre 2022. **Répression. Peine de mort.** Militants d'opposition à la junte, Kyaw Min Yu, dit Ko Jimmy, 53 ans, écrivain, et Ko Phyto Zayar Thaw, 41 ans, ancien député de la Ligue nationale pour la démocratie,

ainsi que Hla Myo Aung et Aung Thura Zaw, condamnés pour « actes de terrorisme » en raison de leur implication supposée dans la résistance armée à la junte, sont pendus le 23 juillet. Ce sont les premières exécutions depuis 1988.

Déjà condamnée à onze ans de prison, Aung San Suu Kyi, 77 ans, l'est à nouveau, le 15 août, à une peine de six ans pour corruption, puis, le 2 septembre, à une peine de trois ans, « assortie de travaux forcés », pour « fraude électorale » en 2020.

BURKINA FASO

12 septembre 2022. **Coup d'État.** Alors que Paul-Henri Sandaogo Damiba, 41 ans, au pouvoir depuis le 31 janvier 2022, avait pris le portefeuille de la Défense deux jours plus tôt, il est démis de ses fonctions de président de

* Centre d'études sur la coopération juridique internationale-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

transition à la suite d'un coup d'État mené par le capitaine Ibrahim Traoré, 33 ans, qui dissout le gouvernement. La nouvelle junte devra faire face à la poussée islamiste.

CAMBODGE

22 septembre 2022. **Khmers rouges.** Avant sa dissolution, le tribunal spécial chargé de juger les Khmers rouges confirme en appel la condamnation à la prison à perpétuité de Khieu Samphân, 91 ans, président du présidium d'État du Kampuchéa démocratique entre le 11 avril 1976 et le 7 janvier 1979, seul dignitaire encore en vie. L'ancien chef de l'État a été reconnu coupable de génocide, crimes contre l'humanité, meurtres, mises en esclavage, mariages forcés, viols et violation des conventions de Genève. En quinze ans, il est le troisième et dernier dignitaire, sur cinq jugements, à être condamné par cette cour spéciale.

CHILI

4 septembre 2022. **Constitution. Référendum.** Préparé pendant douze mois par une assemblée constituante de cent cinquante-quatre citoyens majoritairement inexpérimentés, le projet visant à remplacer la Constitution de 1980, héritée de la dictature, est remis au président Boric le 4 juillet. Fort de trois cent trente-huit articles, il fait du Chili un « État social et démocratique de droit », « plurinational, interculturel et écologique », reconnaissant l'existence de divers peuples. Mais le texte est l'objet de vifs débats, sur le droit à l'avortement notamment.

Les Chiliens rejettent, le 4 septembre, le projet de constitution à une forte majorité (61,9 %). Toutes les régions

ont voté contre, y compris la capitale. Ce projet était peut-être trop ambitieux. Pour certains, faire du Chili un État plurinational et reconnaître les peuples autochtones risquait de diviser le pays. Le résultat affaiblit le chef de l'État, favorable au projet, qui ne dispose pas de majorité au Parlement. Le président Boric promet un « nouveau processus constitutionnel » et, le 6 septembre, procède à un remaniement ministériel, réorientant le gouvernement vers le centre gauche, avec la nomination de personnalités comme l'ancienne présidente socialiste Michelle Bachelet.

CONSEIL DE L'EUROPE

19 septembre 2022. **CEDH. Présidente.** Síofra O'Leary, 54 ans, juge irlandaise depuis le 2 juillet 2015, est élue présidente de la Cour européenne des droits de l'homme. Première femme à occuper ce poste, elle prendra ses fonctions le 1^{er} novembre pour un mandat de trois ans.

CUBA

25 septembre 2022. **Référendum. LGBT.** Un référendum a lieu sur le nouveau code de la famille favorable aux LGBT, légalisant le mariage entre personnes du même sexe, l'adoption pour les couples homosexuels et la « gestation solidaire » pour autrui. Malgré l'opposition de l'Église, des milieux conservateurs mais aussi de certains dissidents progressistes opposés au régime, le projet est approuvé par 66,8 % des suffrages.

ÉTATS-UNIS

8 juillet, 2 août et 10 août, 23 septembre 2022. **Avortement.** Le président

Biden signe, le 8 juillet, un décret visant à protéger l'accès à l'avortement.

Le 2 août, 59 % des électeurs du Kansas se prononcent, lors d'un référendum, contre un amendement à la Constitution qui aurait permis aux parlementaires locaux de restreindre le droit à l'avortement, protégé depuis 2019 par la Cour suprême de l'État.

Une juge de Floride considère, le 10 août, qu'une adolescente n'est « pas assez mature » pour avorter, ce qui est confirmé en appel cinq jours plus tard.

Le 23 septembre, la juge Kellie Johnson, en Arizona, réactive une loi du XIX^e siècle interdisant presque totalement l'avortement, même en cas de viol ou d'inceste.

8 août, 5, 8 et 21 septembre 2022. **Ancien président.** La résidence de Donald Trump à Mar-a-Lago, en Floride, est perquisitionnée par le FBI, le 8 août, dans le cadre d'une enquête sur la mauvaise gestion de documents classifiés. L'ancien président crie au complot ! Des documents ultraconfidentiels sont retrouvés, pouvant laisser penser que Donald Trump a violé la loi sur l'espionnage. Au total, trois cents documents classifiés ont été saisis.

Le 5 septembre, une juge fédérale de Floride accepte la désignation d'un « maître spécial », sorte d'arbitre indépendant réclamée par l'ex-président. Cela risque de ralentir l'enquête du FBI.

Ancien conseiller de Donald Trump, Steve Bannon est inculpé le 8 septembre, à New York, de fraude financière dans une affaire de blanchiment et de détournement de fonds pour la construction du mur à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Il plaide non coupable.

Le 21 septembre, la procureure de New York, la démocrate afro-américaine Letitia James, 63 ans, lance

des poursuites civiles contre Donald Trump et trois de ses enfants pour avoir gonflé leur fortune, trompant ainsi les banques et le fisc.

GUINÉE ÉQUATORIALE

19 septembre 2022. **Peine de mort.** Une loi abolissant la peine de mort est promulguée. La dernière exécution remontait officiellement à 2014, mais on compte de nombreuses disparitions forcées.

HONGRIE

15 septembre 2022. **Union européenne.** Le Parlement européen adopte, par 433 voix contre 123 et 28 abstentions, un rapport estimant que la Hongrie n'est plus une véritable démocratie mais « un régime hybride d'autocratie électorale ». Budapest dénonce une « insulte » de l'Union européenne.

IRAN

9 juillet et 16 septembre 2022. **Peine de mort. Femmes.** Keyvan Emamverdi, étudiant, est condamné, le 9 juillet, à la peine de mort pour le viol d'au moins neuf femmes. Ses actes ont été à l'origine du mouvement #MeToo iranien.

Mahsa Amini, 22 ans, originaire du Kurdistan iranien, dans le coma après avoir été interpellée pour non-respect du code vestimentaire à Téhéran, décède trois jours plus tard, le 16 septembre. De vives critiques s'élèvent contre la police des mœurs. Une manifestation de femmes a lieu à Saqqez, ville natale de Mahsa Amini. Le 19 septembre, de nouvelles manifestations se déroulent dans plusieurs universités de Téhéran. Le mouvement de contestation prend de l'ampleur dans le pays.

Le 21 septembre, tandis que le régime bloque l'accès à Instagram et à WhatsApp, le président Ebrahim Raïssi dénonce le « deux poids, deux mesures » des Occidentaux à l'Assemblée générale des Nations unies. Puis, le 24 septembre, il appelle les forces de l'ordre à « agir fermement ». Selon un bilan officiel, on compte quarante et un morts, mais ce nombre serait en réalité supérieur. Au dixième jour de manifestations, plus de mille deux cents personnes ont été arrêtées.

148 La répression touche des personnalités, comme le footballeur Hossein Mahini, 36 ans, ou la poétesse Mona Borzoui, 38 ans, arrêtée pour avoir composé un poème sur la mort de Mahsa Amini.

ITALIE

21 juillet 2022. **Président du Conseil.** Après avoir obtenu, le 7 juillet, la confiance de la Chambre des députés par 410 voix contre 49 et, le 14 juillet, celle du Sénat par 172 voix contre 39, Mario Draghi, 74 ans, en fonction depuis le 13 février 2021, annonce sa démission, en raison de la défection des sénateurs du Mouvement 5 étoiles ; elle est refusée par le président de la République. Le 20 juillet, le président du Conseil s'adresse au Parlement et déclare être prêt à continuer d'exercer ses fonctions si les partis de sa coalition s'entendent autour d'un « pacte » de gouvernement. Une motion de soutien au gouvernement déposée au Sénat par Pier Ferdinando Casini, Centristes pour l'Europe, est adoptée par 95 « oui » contre 38 « non ». Trois des composantes de sa majorité

– Mouvement 5 étoiles, la Ligue et Forza Italia – n'ayant cependant pas pris part au vote, Mario Draghi remet sa démission le 21 juillet, tout en assurant l'intérim, et le président Mattarella signe le décret de dissolution. Les électeurs sont appelés à se rendre aux urnes le 25 septembre.

25 septembre 2022. **Élections législatives.** La coalition dirigée par la cheffe de Fratelli d'Italia, Giorgia Meloni, 45 ans, néofasciste, et qui comprend également la Ligue et Forza Italia est en mesure de l'emporter.

La question de l'énergie a été au cœur de la campagne mais l'écologie en a été absente, alors que le pays a connu des catastrophes climatiques durant l'été.

La coalition de centre droit triomphe avec 43,8 % des voix et 237 des 400 sièges de député, Fratelli d'Italia arrivant en tête au sein de cette coalition avec 26,0 %, contre 8,8 % à la Ligue et 8,1 % à Forza Italia. La coalition de gauche ne recueille que 26,1 % des voix et 85 sièges, le Parti démocrate ayant 19,1 %. Le Mouvement 5 étoiles résiste, avec 15,4 % et 52 députés. Le Troisième pôle, Azione-Italia Viva, avec 7,8 % des voix, a 21 élus. La participation a été de 63,8 %.

Au Sénat, la coalition de centre droit obtient 44,0 % des voix et 115 des 200 sièges, la coalition de centre gauche 26,0 % et 44 députés, le Mouvement 5 étoiles 15,6 % et 28 sièges, Azione Italia Viva 7,7 % et 9 sièges. La participation a été de 63,7 %.

Trois jours après le scrutin, des centaines de personnes manifestent à Rome pour défendre le droit à l'avortement, menacé par Giorgia Meloni.

Élections législatives en Italie

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Inscrits	46 021 956	
Votants	29 355 59	(63,79 %)
Blancs et nuls	1 269 039	
Suffrages exprimés	28 086 553	

<i>Parti</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Coalition de centre droit	12 300 244	43,79	237
– Fratelli d'Italia	7 302 517	26,00	119
– Ligue	2 464 005	8,77	66
– Forza Italia	2 278 217	8,11	45
– Nous, modérés	255 505	0,91	7
Coalition de centre gauche	7 337 975	26,13	85*
– Parti démocrate-IDP	5 356 180	19,07	69
– Alliance verte et gauche	1 018 669	3,63	12
– + Europa	793 961	2,83	2
– Engagement civique	169 165	0,60	1
Mouvement 5 étoiles	4 333 972	15,43	52
Azione-Italia Viva	2 186 747	7,79	21
Sud chiama Nord	212 685	0,76	1
SVP-PATT	117 010	0,42	3
Autres partis	1 577 810	5,61	0

149

SÉNAT

Inscrits	45 210 950	
Votants	28 795 727	(63,69 %)
Blancs et nuls	1 124 117	
Suffrages exprimés	27 554 310	

<i>Parti</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	
Coalition de centre droit	12 129 547	44,02	115
– Fratelli d'Italia	7 165 795	26,01	65
– Ligue	2 439 409	8,85	30
– Forza Italia	2 279 980	8,27	18
– Nous, modérés	244 363	0,89	2
Coalition de centre gauche	7 161 688	25,99	44*
– Parti démocrate-IDP	5 225 456	18,96	38
– Alliance verte et gauche	972 445	3,53	4
– + Europa	809 412	2,94	0
– Engagement civique	154 375	0,56	0
Mouvement 5 étoiles	4 285 894	15,55	28
Azione-Italia Viva	2 131 310	7,73	9
Autres partis	1 882 871	6,71	0

* Les résultats n'incluent pas le Val d'Aoste, le Trentin-Haut-Adige (Tyrol du Sud) et la circonscription de l'étranger. La coalition de centre gauche obtient un siège de député supplémentaire grâce au Val d'Aoste, ainsi que deux de sénateurs dans le Trentin-Haut-Adige.

JAPON

8, 10 juillet et 10 août 2022. **Ancien Premier ministre. Élections sénatoriales. Sectes.** Premier ministre du 26 septembre 2006 au 26 septembre 2007 et du 26 décembre 2012 au 16 septembre 2020, Shinzō Abe, 67 ans, est assassiné le 8 juillet, à Nara, lors d'un meeting du Parti libéral-démocrate (PLD), dans le cadre des élections sénatoriales. L'auteur du meurtre, ancien membre de la marine, 41 ans, dit avoir voulu se venger de l'Église de l'Unification (secte Moon), qui aurait ruiné sa mère et eu des liens avec Shinzō Abe.

150

Le 10 juillet, les libéraux-démocrates remportent facilement le scrutin sénatorial, l'alliance PLD-Kōmeitō comptant désormais 146 des 248 sièges.

Le 10 août, Fumio Kishida, 65 ans, Premier ministre depuis le 4 octobre 2021, remanie le gouvernement pour en écarter les ministres proches de la secte Moon. Les liens entre cette secte et le personnel politique éclaboussent le PLD.

KAZAKHSTAN

1^{er} et 19 septembre 2022. **Réformes institutionnelles. Capitale.** Kassym-Jomart Tokaïev, 69 ans, au pouvoir depuis le 20 mars 2019, propose, le 1^{er} septembre, des élections présidentielle et législatives anticipées, respectivement à l'automne qui suit et au premier semestre 2023, ainsi qu'une réduction du mandat présidentiel à un septennat non renouvelable. C'est une autre conséquence de la grave crise politique du mois de janvier dernier, qui avait fait plus de deux cents morts.

Le 19 septembre, la capitale, rebaptisée en mars 2019 « Noursoultan », prénom de l'ancien président Nazarbaïev, en

fonction du 24 avril 1990 au 20 mars 2019, reprend son nom d'Astana.

ROYAUME-UNI

8 septembre 2022. **Monarchie.** Le 6 septembre, les médecins de la Reine recommandent qu'elle « soit placée sous surveillance médicale » dans son château de Balmoral. Le jour même, elle y officialise, exceptionnellement loin de Londres, la nomination de Liz Truss, son quinzième chef de gouvernement. Élisabeth II s'éteint le 8 septembre, à Balmoral, à 96 ans, après soixante-dix années passées sur le trône. Son règne, le plus long de l'histoire du Royaume-Uni, aura été celui du maintien de l'unité d'un royaume plus que jamais désuni, tant sur le plan social que territorial, depuis le Brexit.

Le 12 septembre, son cercueil rejoint la cathédrale Saint-Gilles, à Édimbourg, après une procession présentant à sa tête Charles III et la reine consort Camilla. Du 14 au 19 septembre, il est exposé au palais de Westminster. Ce sont des heures d'attente pour ceux qui veulent se recueillir.

Le 12 septembre également, le prince de Galles devenu roi à l'âge de 73 ans s'adresse pour la première fois au Parlement, affirmant vouloir suivre « l'exemple » de sa mère. Dans les jours qui suivent, il effectue, accompagné de Liz Truss, une visite dans les quatre nations constitutives du royaume.

Plus de cinq cents dignitaires étrangers sont présents aux obsèques d'Élisabeth II, le 19 septembre, dont Margrethe II de Danemark, unique reine désormais en Europe.

5 et 20 juillet, 5 septembre 2022. **Premier ministre. Cabinet.** Rishi Sunak, 42 ans, chancelier de l'Échiquier

depuis le 13 février 2020, quitte son poste avec fracas le 5 juillet. Cette nouvelle démission au sein du gouvernement pousse le Premier ministre à annoncer la sienne, le 7 juillet. Boris Johnson se retire le jour même de la direction du Parti conservateur, Mais il entend rester à la tête du gouvernement jusqu'à la désignation de son successeur en septembre et obtient, le 18 juillet, la confiance des Communes par 349 voix contre 238.

Huit candidats ont réussi à réunir les vingt parrainages nécessaires pour se présenter à la tête du Parti conservateur. Le 20 juillet, au cinquième tour, 137 voix vont à Rishi Sunak et 113 à Liz Truss, secrétaire au *Foreign Office*, 47 ans, devenue ultralibérale après s'être un temps opposée au Brexit. Ce sont les cent soixante mille adhérents du parti qui départagent les deux derniers candidats en lice, lors d'un vote par correspondance.

La victoire de Liz Truss est annoncée le 5 septembre. Dans son adresse inaugurale à la nation, la nouvelle Première ministre fait de l'économie, de la crise énergétique et du système de santé ses priorités, mais ignore les questions nord-irlandaise, écossaise et galloise. Son cabinet, plus à droite que celui de Boris Johnson, est composé de membres de l'aile ultralibérale du Parti conservateur aux postes clés.

RUSSIE

30 août 2022. URSS. **Ancien président.** Secrétaire général du comité central du Parti communiste du 11 mars 1985 au 24 août 1991, dernier dirigeant de l'Union soviétique, qu'il a présidée du 15 mars 1990 au 25 décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev, récipiendaire du prix Nobel de la paix en 1990, décède à Moscou, à 91 ans.

Hormis l'ex-président Medvedev et le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, aucune personnalité politique n'assiste aux funérailles, où sont présents des milliers de Russes, le 3 septembre.

SLOVÉNIE

8 juillet 2022. **Mariage pour tous.** Par six voix contre trois, la Cour constitutionnelle juge que l'interdiction pour les personnes homosexuelles de se marier et d'adopter est « une discrimination inadmissible à l'encontre des couples de même sexe ». Pourtant, lors de deux référendums, les Slovènes avaient rejeté le mariage pour tous. La Slovénie est le premier pays de l'ancien bloc communiste à l'autoriser.

SUÈDE

11 septembre 2022. **Élections législatives.** Les Démocrates, extrême droite, de Jimmie Åkesson dominent le bloc de droite. Le thème de la sécurité est au cœur de la campagne.

Le bloc de droite et d'extrême droite l'emporte d'extrême justesse, avec 176 des 349 sièges, face au bloc de gauche, mené par la Première ministre social-démocrate, Magdalena Andersson, qui obtient 173 députés. À droite, les Démocrates sont en tête, avec 20,5 % des voix et 73 sièges, devant les « Modérés » d'Ulf Kristersson, 19,1 % et 68 élus, les Chrétiens-démocrates, 5,3 % et 19 élus, et les Libéraux, 4,6 % et 16 élus. À gauche, les sociaux-démocrates forment toujours le premier parti suédois, obtenant 30,3 % des suffrages et 107 sièges. Les Verts ont 5,1 % des voix et 18 élus ; le Parti de gauche, avec 6,7 % et 24 élus, se place juste devant le Parti du centre, qui recueille

les mêmes résultats. La participation a été de 84,2 %.

La Première ministre démissionne le 15 septembre et Ulf Kristersson est

chargé le 19 septembre de former un gouvernement. Les Démocrates obtiennent la deuxième vice-présidence du Riksdag et la moitié des commissions.

Élections législatives en Suède

Inscrits	7 775 390		
Votants	6 547 625	(84,21 %)	
Blancs et nuls	69 831		
Suffrages exprimés	6 477 794		
<i>Parti</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Bloc de droite et d'extrême droite	3 212 007	49,59	176
152 – Démocrates de Suède	1 330 325	20,54	73
– Modérés	1 237 428	19,10	68
– Chrétiens-démocrates	345 712	5,34	19
– Libéraux	298 542	4,61	16
Bloc de gauche	3 165 711	48,87	173
– Parti social-démocrate	1 964 474	30,33	107
– Parti de gauche	437 050	6,75	24
– Parti du centre	434 945	6,71	24
– Parti de l'environnement-Les Verts	329 242	5,08	18
Autres partis	200 152	2,76	0

TUNISIE

3 et 25 juillet 2022. **Constitution. Référendum.** Le doyen Sadok Belaïd, président de la commission chargée de présenter un projet de constitution, désavoue, le 3 juillet, le texte présidentiel, y critiquant notamment la non-responsabilité du chef de l'État, ainsi que la place de l'islam et l'article 5 posant que « la Tunisie fait partie de la oumma islamique ». Ce texte prévoit également que le président de la République détermine la politique générale de l'État et dispose de l'initiative des lois ; par ailleurs, à côté de l'Assemblée des représentants du peuple est mise en place une Assemblée nationale des

régions et des districts. L'opposition est divisée face au président Saïed.

Le référendum du 25 juillet est marqué par une très faible participation, qui ne dépasse pas 30,5 %. Le « oui » recueille 94,6 % des voix.

UKRAINE

Juillet-septembre 2022. **Russie.** La Corée du Nord reconnaît, le 14 juillet, l'indépendance des territoires pro-russes de l'Est de l'Ukraine. Après la Russie et la Syrie, c'est le troisième État à agir ainsi.

Le 6 septembre, l'Ukraine lance une vaste contre-offensive, notamment dans la région de Kharkiv et autour de

Kherson, regagnant plus de trois mille kilomètres carrés de son territoire.

Le 14 septembre, le Conseil de l'Union européenne décide de prolonger de six mois la durée des sanctions contre des entités et individus russes.

Le 15 septembre, Vladimir Poutine rencontre Xi Jinping lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai à Samarcande, en Ouzbékistan. Le leader chinois affirme de façon mesurée son soutien à la Russie.

Le 21 septembre, dans une allocution télévisée, Vladimir Poutine annonce la mobilisation « partielle » des réservistes, soit trois cent mille hommes. Il déclare que la Russie n'hésitera pas à employer « tous ses moyens » de défense, dont le nucléaire, en cas d'attaque sur son sol, y compris les territoires du Sud et de l'Est de l'Ukraine qu'il s'apprête à annexer.

À compter du 16 septembre, la Russie n'est plus partie à la CEDH.

Du 23 au 27 septembre ont lieu, à cet effet, des référendums dans les républiques séparatistes de Donetsk et de Louhansk ainsi que dans les régions occupées de Kherson et de Zaporijjia, qui représentent 15 % du territoire ukrainien, pour approuver leur rattachement à la Russie. Les référendums sont condamnés par le Conseil de l'Europe, le G7 et le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. La Turquie déclare qu'elle ne les reconnaîtra pas, et l'Inde comme la Chine adoptent une attitude très prudente.

Le 30 septembre, Vladimir Poutine entérine l'annexion de ces quelque cent mille kilomètres carrés ukrainiens. En riposte, le président Zelensky demande une « adhésion accélérée » à l'OTAN. Il déclare que « l'Ukraine ne tiendra aucune négociation avec la Russie tant que Poutine sera le président de la Fédération de Russie ».

